

## CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE D'AGHRIBS

## Les dessous d'une polémique

**Il était environ 10 heures 15 minutes quand une procession de plus de deux cents voitures transportant un demi-millier de personnes arrive sur le site où doit être implanté un Centre d'enfouissement technique (CET) à la suite d'un choix de terrain opéré par «les experts nationaux et régionaux» qui ont consulté trois ans durant les comités de villages, selon le communiqué de ces derniers publié l'avant-veille.**

A leur tête, le chef de daïra d'Azzeffoun et les P/APC des communes d'Aghribs et de Fréha concernées par le projet, la directrice par intérim de wilaya de l'environnement et le P/APC de Tizi-Ouzou qui nous a dit avoir été invité pour «dire la réalité sur le site d'Oued Falli qui traite les déchets de la ville de Tizi-Ouzou, sérieusement mis en cause par les opposants une semaine auparavant» dans des propos rapportés par notre journal (édition du jeudi 23 juillet).

Ils étaient accompagnés par l'entrepreneur dont les engins avaient été arrêtés quinze jours auparavant. Des élus APW et ceux des deux municipalités complètent la tête du cortège. Les comités de villages qui précèdent la population suivent. Ils avaient signé une déclaration dénonçant les agissements d'un «groupe mené par un individu (qui) s'adonne à une campagne de fausses informations pour tenter d'entraver l'exécution du projet allant jusqu'à faire circuler de fausses signatures imputées à des identités réelles ou virtuelles».

L'individu en question, ancien député du RCD, semble-t-il en délicatesse avec son parti, était là avec une trentaine de personnes dont une majorité de jeunes. La masse des villageois dépasse le groupe, progresse sans encombre et avance vers l'emplacement où la benne d'un camion érigée en scène accueille les officiels. Premiers signes d'agitation, des jeunes du service d'ordre, reconnaissables à leurs gilets vert-fluo, signalent parmi les contestataires la présence d'un certain A. Abdallah, décrit comme un soutien actif de l'ancien directeur de la culture de Tizi-Ouzou et actuel ministre de la Jeunesse et des Sports. Il habite, selon eux, la commune de Timizar, en principe non concernée par le conflit.

Empêchés d'emprunter la piste occupée par les citoyens, les opposants progressent par les buissons et se rapprochent de la tête du cortège. Personne ne semble y prêter attention.

Jonché sur la plate-forme du camion, le P/APC d'Aghribs, accompagné des officiels, prend la parole pour souhaiter la bienvenue à une foule écrasée par un soleil de plomb. Puis fuse un appel : «A l'attaque» (des citoyens disent avoir entendu : on attaque). Une vingtaine des opposants dévalent le talus et se retrouvent au milieu de l'assistance proférant insultes et menaces : «Harkis, pas de CET jusqu'à la mort...»

Cernés, ils ne peuvent atteindre la scène mais continuent à crier en bousculant les gens les plus proches d'eux qui tentent de les calmer. Des représentants des comités de villages demandent aux membres du service d'ordre de les aider à contenir la colère montante des villageois. Chacun essaie d'appeler comme il peut à «ne pas

répondre à la provocation».

L'appel à la retenue, sans doute interprété par les opposants comme une hésitation, provoque un surplus de hargne. L'ancien député harangue ses partisans. C'est la cohue.

«Ils sont une poignée. Qu'on nous laisse les écraser une fois pour toutes», s'indigne un des jeunes du service d'ordre. «Surtout pas», répond un homme d'un certain âge. Dans le périmètre investi par les opposants, l'excitation est à son comble. De la scène improvisée, la délégation regarde médusée le cercle où continuent à se développer gesticulations et cris. Le chef de daïra appelle la gendarmerie. Non informée de la décision, la foule s'impatiente.

Nous en profitons pour nous approcher prudemment des opposants les plus démonstratifs : «Pourquoi êtes-vous contre l'implantation de ce CET ?» demandons-nous à l'un d'entre eux. «Nous sommes contre, un point c'est tout !» s'emporte-t-il.

Un jeune, la trentaine, connaissant bien le personnage visiblement, lui lance à la figure : «Tu n'as pas dû avoir ta dose ce matin.» Il est éloigné par des membres du service d'ordre. Les insultes continuent et les membres des comités de villages sillonnent la foule pour appeler au calme.

«Ou on les casse, ou on se casse», lance Amar, étudiant. «Jamais», répond son voisin qui le prend par l'épaule pour le mettre à l'écart : «C'est exactement ce qu'il veut», désignant l'ancien député, toujours aux prises avec des éléments de l'organisation qui le cernent et l'empêchent d'accéder à la scène désertée par les officiels qui attendent à l'ombre du camion.

Nous contournons la cohue pour nous approcher d'eux. Le chef de daïra, resté calme, lâche : «Cela nous a permis de savoir ce que veut vraiment la population et qui sont les opposants : j'en ai compté 22.» Un jeune s'approche de lui : «M. le chef de daïra, c'est moi qui ai vendu les ruches que cette personne (l'ancien député, ndlr) a installées à cent mètres d'ici après avoir coupé des dizaines d'arbres. Voilà l'écologie. Cela fait un an et demi qu'il ne m'a pas versé un centime.» Un peu plus loin, le P/APC de Fréha s'empare : «Il y a à peine un an, ce même personnage n'arrêtait pas de me harceler pour l'accompagner chez le chef de daïra afin d'accélérer la réalisation de ce CET.»

Nous tentons une autre approche du groupe des opposants toujours aussi bruyants. Nous abordons un jeune homme originaire du village de Tamassit particulièrement expansif et même agressif. «Et vous, pourquoi êtes-vous contre ce projet ? «Ils n'ont qu'à aller jeter leur m... ailleurs. Ici c'est notre terre.» La réponse ne se fait pas attendre : «Et la tienne de m... tu vas la manger, peut-être.



Photo : DR

La foule arrivant sur les lieux du volontariat.

Moi aussi, c'est ma terre. Alors celui qui a la mer sur sa terre ne laissera personne se baigner, celui dont les terres accueillent une conduite d'eau doit la fermer... Sortez de votre folie», lui assène un colosse suant comme une fontaine. «Et d'abord d'où tirez-vous l'argent avec lequel vous organisez vos orgies ici et ailleurs depuis plus d'un an ?», ajoute-t-il avant d'être éloigné par deux des organisateurs.

Nous nous présentons à lui pour nous enquérir de son allusion aux sommes d'argent dont bénéficieraient les opposants. Mal nous en prit : «D'idrimen n leham (c'est l'argent du péché). Si la presse faisait son travail, on n'en serait pas là. Il y a trois semaines, ce meneur qui pérorait sur l'écologie était devant la justice d'Azazga. Tous les villageois le savent sauf vos correspondants. Aucun journaliste n'en a parlé. Foutez-nous la paix.» Nous n'insistons pas.

Les comités de villages et le service d'ordre essaient d'apaiser les esprits en distribuant la bonne parole et des bouteilles d'eau sous une chaleur caniculaire, mais ils sont de plus en plus débordés.

Brûlés par le soleil, des citoyens écoeürés et surtout ne sachant plus quoi faire commencent à quitter les lieux.

La gendarmerie arrive enfin, elle protège les officiels. Je remarque Saïd Sadi, son frère Hend qui filme le groupe d'opposants toujours aussi bruyants, je m'avance vers l'ancien président du RCD pour recueillir son sentiment : «Il faut toujours être sur le terrain pour connaître l'origine, la réalité, et les manifestations des problèmes», répond-il lapidaire.

Le maire d'Aghribs reprend la parole : «Un homme est venu aujourd'hui avec son groupuscule pour faire couler le sang. Il a doublement échoué. Le sang n'a pas coulé et tout le monde a vu où se situe la volonté populaire, combien sont ces personnes et qui sont-elles. Je vous invite à rentrer chez vous dans le calme, ignorer ces agitateurs. Grâce à votre mobilisation, les comités de villages ont apporté la démonstration de ce que

veulent nos villages. Notre mission est maintenant accomplie. Désormais, c'est une affaire qui relève de la justice et de la force publique.» La foule se disperse.

Sans préjuger de ses décisions, la justice se trouve au cœur de cet invraisemblable scénario où une poignée de personnes s'oppose aux représentants officiels et traditionnels de populations et à l'Etat.

Les élus d'Aghribs nous apprennent que trois plaintes ont été déposées pour obstruction illégale de chantier d'utilité publique, insulte envers le P/APC et menaces contre agent municipal...

L'entrepreneur qui a subi un manque à gagner considérable s'apprêterait lui aussi à engager des poursuites. Une action en référé n'a, pour l'instant, pas donné de résultat.

Le P/APC de Tizi-Ouzou, mis en cause par le chef des contestataires à travers des déclarations lui imputant le fait d'attenter à la santé des habitants, a décidé d'actionner son service contentieux pour savoir quelle suite donner à ces accusations.

En rentrant à Tizi-Ouzou, nous continuons notre enquête auprès de citoyens de la région d'Aghribs. Nous apprenons qu'effectivement une affaire dans laquelle est impliqué le meneur des contestataires est pendante devant la cour suite à l'appel qui a suivi l'audience d'Azazga. Un des protagonistes serait même actuellement en prison.

Selon des informations recueillies hier auprès des villageois d'Aghribs, la situation a évolué depuis vendredi. Les opposants qui avaient publié un communiqué dont nous avons pris connaissance et qui donnait les CET comme un danger absolu ont changé d'avis. Ils demandent à être reçus par le P/APC pour lui signifier que finalement, ils ne voient pas d'inconvénient à la réalisation de cette infrastructure à condition qu'elle n'accueille que les déchets de leur commune.

Jusqu'à-là, nous avons entendu l'ex-député persister dans son refus et il accuse les CET «d'être de simples décharges» en invoquant les propos de la directrice de l'envi-

ronnement qui l'a effectivement reçu. Cette dernière dément ces allégations et a déclaré devant nous aux élus d'Aghribs qu'elle n'a jamais tenu ces propos. Mais il y a plus grave. Elle a ajouté que cette personne lui a demandé de lui attribuer personnellement la gestion du tri. Ce qui a fait bondir un élu : «Une opération devant suivre l'installation du CET est une menace pour la santé quand elle est programmée par les structures publiques mais elle devient inoffensive quand elle est confiée à des individus. C'est Naples en Kabylie !»

En attendant, les spéculations vont bon train. D'aucuns n'hésitent pas à assurer que ce groupe est actionné par un clan qui pousse au pourrissement afin de déclencher des perturbations en Kabylie dans une période hypersensible pour le pays.

D'autres assurent que c'est tout bêtement l'expression du fonctionnement maffieux de la rente.

Alors, énième provocation clanique sur la Kabylie en période de turbulence nationale ou version «napolitaine» du traitement des déchets ménagers ? Il est trop tôt pour le dire.

Une réunion des comités de villages destinée à interpeller les pouvoirs publics pour les mettre face à leurs responsabilités est prévue dans les tout prochains jours.

La question du traitement des ordures ménagères est d'une acuité extrême en Kabylie où les terres sont si rares. On se souvient il y a quelques années que l'APW de Tizi-Ouzou avait vu le blocage d'un projet de financement du Prud destiné au ramassage et au recyclage des résidus domestiques et industriels. Depuis, les CET sont systématiquement entravés par des groupuscules qui n'hésitent pas à recourir à des procédés violents ou en tout cas illégaux. Pour l'instant, la force publique n'a été mobilisée dans aucun cas. Les questionnements des habitants des communes d'Aghribs et de Fréha prennent tout leur sens : ce mutisme et cette défaillance de l'Etat sont-ils la conséquence d'un débordement ou d'une complicité ?